

Considérant que l'article 53 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme tel que modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 prévoit que la Commission de concertation consulte, dans le cadre de la procédure d'approbation du dossier de base d'un Plan particulier d'aménagement du sol, les administrations et instances dont le Gouvernement arrête la liste;

Que les instances et administrations consultées dépendent de la localisation et de la ou des problématiques rencontrées par le plan particulier d'aménagement du sol;

Qu'il convient donc d'arrêter une liste générale d'instances et d'administrations à consulter, au sein de laquelle la Commission de concertation déterminera, au cas par cas, les administrations et instances devant être consultées en fonction de la localisation et de la ou des problématiques rencontrées par le plan particulier d'aménagement du sol;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Commission de concertation sollicite, dans le cadre de la procédure d'adoption du dossier de base d'un plan particulier d'affectation du sol, l'avis des administrations et organes suivants :

1. Les communes concernées de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. L'administration de l'équipement et des déplacements (AED);
3. lorsque l'aménagement du sol concerne la politique du logement : la Société du logement de la Région bruxelloise et la direction du logement de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement.
4. selon le cas lorsque l'aménagement du sol est lié à la présence d'une infrastructure de transports en commun :
  - la Société nationale des Chemins de Fer belge (SNCB);
  - la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles (STIB);
  - de Vlaamse Vervoersmaatschappij DE LIJN;
  - les sociétés de transport en commun (les TEC wallons) concernés;
5. lorsque l'aménagement du sol concerne la politique portuaire : la société régionale du Port de Bruxelles;
6. lorsque l'aménagement du sol est influencé par la proximité d'une infrastructure aérienne ou de couloirs aériens : Belgocontrol.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

Overwegende dat artikel 53 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 voorziet dat de Overlegcommissie in het kader van de goedkeuringsprocedure van het basisdossier van een Bijzonder Bestemmingsplan de besturen en organen raadpleegt waarvan de Regering de lijst vastlegt;

Dat de geraadpleegde organen en besturen bepaald worden aan de hand van de ligging en de problematiek waar het bijzonder bestemmingsplan mee geconfronteerd wordt;

Dat het dus noodzakelijk is een lijst vast te stellen van te raadplegen organen en besturen uit dewelke de Overlegcommissie per geval zal kiezen welke besturen en organen geraadpleegd moeten worden in functie van de ligging en de problematiek waar het bijzonder bestemmingsplan mee geconfronteerd wordt;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

**Artikel 1.** De Overlegcommissie vraagt, in het kader van de goedkeuringsprocedure van het basisdossier van een bijzonder bestemmingsplan, het advies van de volgende besturen en organen :

1. De betrokken gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. Het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer (BUV);
3. Wanneer de ordening betrekking heeft op het woonbeleid : de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de directie huisvesting van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Naargelang het geval, wanneer de ordening gekoppeld is aan de aanwezigheid van een infrastructuur van het openbaar vervoer :

- de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS);
  - de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB);
  - de Vlaamse Vervoersmaatschappij De Lijn;
  - de betrokken openbare vervoersmaatschappijen (de Waalse TEC's);
5. wanneer de ordening betrekking heeft op het havenbeleid : de Gewestelijke Vennootschap Haven van Brussel;

6. Wanneer de ordening beïnvloed wordt door de nabijheid van een luchthaveninfrastructuur of luchtcorridors : Belgocontrol.

**Art. 2.** Dit besluit wordt van kracht de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 3.** De Minister die bevoegd is voor Ruimtelijke Ordening wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3299

[C — 2003/31399]

**10 JUILLET 2003. — Arrêté 2003/68 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/C du Collège de la Commission communautaire française du 6 avril 2000 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds**

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1<sup>o</sup>;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1<sup>o</sup>;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 avril 2000 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux Services d'accompagnement et aux Services d'interprétation pour sourds;

Vu les avis de la Section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donnés le 23 novembre 2001 et le 31 janvier 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mars 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu la délibération du Collège du 20 mars 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des Personnes handicapées,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« arrêté NM » : l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle;

« arrêté » : l'arrêté 99/262/C du Collège de la Commission communautaire française du 6 avril 2000 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

« Conseil consultatif » : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

**Art. 3.** Le chapitre II de l'arrêté est abrogé et remplacé par le chapitre II rédigé comme suit :

*"CHAPITRE II. — Les services d'accompagnement*

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par "services", les services d'accompagnement.

*Section 1<sup>re</sup>. — L'agrément*

Art. 4. Pour être agréé, un service qui remplit les missions définies aux articles 45 et 46 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 44 du décret doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;
- 3° assurer l'accessibilité des bâtiments en fonction du handicap des personnes accueillies;
- 4° disposer :

a) de locaux permettant d'assurer tant l'accueil général des bénéficiaires que les entretiens individuels;

b) d'une permanence accessible aux personnes handicapées à raison de :

4 heures/semaine minimum pour les services de la catégorie 1;

8 heures/semaine minimum pour les services de la catégorie 2;

10 heures/semaine au minimum pour les autres services.

Le service doit, en outre, être accessible sur rendez-vous un jour par semaine entre 18 h et 20 h ou le samedi matin;

c) d'une permanence téléphonique qui sera assurée par un répondeur automatique en dehors des heures d'ouverture du service aux personnes handicapées;

5° assurer une aide individualisée;

6° tenir un dossier par bénéficiaire;

7° disposer d'une équipe d'accompagnement pluridisciplinaire;

8° s'engager à travailler en collaboration avec les services privés et publics compétents en fonction du programme d'intervention personnalisé de chaque personne handicapée;

9° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

10° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins :

a) le nombre de personnes handicapées accompagnées mentionnant la date de prise en charge, l'âge et la commune de résidence;

b) la nature des demandes, les secteurs d'activités et l'évaluation des objectifs atteints;

c) un rapport des formations suivies par le personnel;

11° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le Membre du Collège;

12° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Avant l'engagement, le centre exige de recevoir un certificat de bonnes vie et mœurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel.

Art. 5. L'aide individualisée visée à l'article 4, 5°, fait l'objet d'une convention écrite entre le service et la personne handicapée. Elle tient compte de l'âge, des capacités et de la demande de la personne handicapée. Elle est conclue endéans les trois mois à dater du premier contact avec la personne handicapée. Elle mentionne :

- 1° les aides octroyées;
- 2° la contribution financière de la personne handicapée.

Art. 6. Le dossier visé à l'article 4, 6°, comprend :

- 1° la demande ou le rapport d'entretien de la demande;
- 2° la convention;
- 3° les données médicales, sociales, psychologiques et pédagogiques nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 4° le programme d'intervention personnalisé établi par le service en collaboration avec la personne handicapée ou son représentant légal;
- 5° les évaluations du programme d'intervention qui doivent comprendre un bilan annuel établi en collaboration avec la personne handicapée ou son représentant légal.

Art. 7. L'équipe d'accompagnement pluridisciplinaire visée à l'article 4, 7°, est composée d'au moins deux personnes diplômées de l'enseignement supérieur pédagogique, psychologique, social ou paramédical.

Cette équipe peut être complétée exclusivement :

- 1° au niveau de l'accompagnement :
  - par des accompagnateurs de classe 1 et 2;
  - par des accompagnateurs de classe 1 et 2 ayant une formation d'interprète en langue des signes et étant repris sur la liste établie par un service d'interprétation pour sourds agréé par la Commission communautaire française;
  - par des puéricultrices pour les missions décrites à l'article 45, 1°, du décret.
- 2° au niveau du secrétariat : par du personnel administratif;
- 3° au niveau de la mission annexe visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° : par du personnel ouvrier.
- 4° au niveau de la mission annexe visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° :
  - par des accompagnateurs de classe 1 et 2;
  - par un psychologue, un psychopédagogue ou un pédagogue licenciés.

Quand le service assure la mission décrite à l'article 45, 4°, du décret, l'équipe doit être complétée par :

- a) un assistant social ou un infirmier social;
- b) un psychologue ou un assistant en psychologie ou un psychopédagogue ou un licencié en sciences familiales et sexologiques ou un licencié en sciences médico-sociales et hospitalières;
- c) éventuellement un médecin-spécialiste.

Lorsque le service dispose au sein de l'équipe décrite à l'article 4, 7°, d'un assistant social ou d'un infirmier social ou d'un psychologue ou d'un psychopédagogue ou d'un licencié en sciences familiales et sexologiques ou d'un licencié en sciences médico-sociales et hospitalières, la composition du complément d'équipe s'opère librement parmi ces fonctions de telle manière que les fonctions reprises sous a) et b) soient toujours représentées.

Art. 8. Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :

- 1° la catégorie 1 : le service remplit une ou deux des missions décrites à l'article 45, 1° à 3°, du décret en faveur d'au moins 12 personnes handicapées. Cette catégorie comprend le service agréé pour la première fois;
- 2° la catégorie 2 : le service remplit une ou plusieurs des missions décrites à l'article 45, 1° à 3°, en faveur d'au moins 20 personnes handicapées;
- 3° la catégorie 3 : le service assure au moins deux des missions décrites à l'article 45, 1° à 3°, du décret en faveur d'au moins 40 personnes handicapées;
- 4° la catégorie 4 : le service assure les missions décrites à l'article 45, 1° à 3°, du décret en faveur d'au moins 20 personnes handicapées par mission;
- 5° la catégorie 5 : le service d'une des catégories 1 à 4 qui assure en outre la mission décrite à l'article 45, 4°, du décret.

A cette fin, il opère la sélection des familles d'accueil en veillant particulièrement à leur capacité de développer un accueil correspondant aux besoins de la personne handicapée.

Art. 9. Pour déterminer les nombres de personnes handicapées repris à l'article 8, un accompagnement comprend au moins deux interventions mensuelles de l'un des membres de l'équipe d'accompagnement visée à l'article 7.

Le Membre du Collège définit le contenu des interventions à prendre en considération dans ce cadre. Le Collège peut, sur proposition de l'administration, et dans le respect des dispositions des articles 18, 19 et 20, modifier la catégorie pour laquelle le service d'accompagnement est agréé si le nombre de personnes accompagnées est inférieur à celui requis par la catégorie durant six mois consécutifs.

Les personnes handicapées qui n'ont pas encore introduit leur demande d'admission, sont prises en considération dans ces nombres.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Chaque service peut être agréé pour une ou plusieurs missions annexes suivantes :

- 1° le logement accompagné : il s'agit d'un logement mis à la disposition d'une personne handicapée accompagnée par le service pour une durée déterminée et renouvelable, dans le but d'accroître son autonomie. L'accompagnement qui en résulte est essentiellement individuel et porte sur les domaines de la vie quotidienne. Le service est propriétaire ou locataire de logements qu'il loue ou sous-loue à au moins 3 personnes handicapées. Dans le cadre du partage de pièces communes, un logement comprend maximum 7 personnes en chambre individuelle ou en chambre pour couple. Le logement accompagné reste une mission accessoire par rapport à la mission principale d'accompagnement;

2° la halte-garderie : lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants handicapés de moins de 6 ans dans le respect du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office et de la Naissance et de l'Enfance ainsi que de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

3° l'organisation de loisirs : organisation de séjours pour personnes handicapées durant les week-ends et les vacances à concurrence d'au moins 4 week-ends par an et 10 jours de vacances;

4° l'aide à l'intégration scolaire en faveur des personnes handicapées qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire en y étant inscrites ou lorsque la personne handicapée en enseignement spécial est porteuses d'un second handicap qui ne relève pas de l'enseignement spécial suivi.

Cette aide comprend le soutien psycho-pédagogique, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers intervenants susceptibles d'intervenir dans le processus d'intégration, à l'exclusion de toute intervention thérapeutique.

§ 2. Les services des catégories 1 et 2 peuvent remplir au plus une mission complémentaire en rapport avec la mission pour laquelle ils sont agréés.

Les services de catégorie 3 peuvent remplir au plus deux missions complémentaires en rapport avec les missions pour lesquelles ils sont agréés.

Les services de la catégorie 4 peuvent remplir au plus trois missions complémentaires en rapport avec les missions pour lesquelles ils sont agréés.

§ 3. Les personnes handicapées visées par les missions annexes de halte-garderie et d'organisation de loisirs ne sont pas soumises aux exigences des articles 5 et 6.

Art. 11. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration;

2° la dénomination du service, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les missions que le service se propose d'assurer, la catégorie dont le service souhaite faire partie, la description des moyens qui seront mis en œuvre afin d'assurer ces missions et la date de demande de prise de cours de l'agrément sollicité;

4° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le service;

5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

6° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° le règlement d'ordre intérieur du service;

8° le modèle de la convention visée à l'article 5;

9° la liste du personnel du service avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

10° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au service, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction et à son ancienneté;

11° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies;

12° la liste de l'équipement spécifique dont le service dispose ou se propose d'acquérir;

13° le règlement de travail;

14° les conventions de partenariat éventuellement conclues avec les institutions tierces en vue de la réalisation des missions du service.

Art. 12. Le règlement d'ordre intérieur du service visé à l'article 11, 7°, précise :

1° les droits et devoirs de la personne handicapée;

2° les obligations du service à l'égard des personnes handicapées accueillies;

3° la description du service et de son fonctionnement;

4° les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;

5° les noms du responsable du service, du président du conseil d'administration ainsi que le siège social de l'association sans but lucratif;

6° les coordonnées de l'administration.

Art. 13. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 14. Lorsque la demande d'agrément est complète, l'administration l'instruit et organise une visite pour vérifier si le service répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition de décision. Le membre du Collège soumet cette proposition à la Section "personnes handicapées" du Conseil consultatif. Il précise le délai impartit pour l'avis.

Dans les trente jours suivant la remise de cet avis, l'administration le transmet accompagnée au membre du Collège, accompagné d'une proposition de décision.

La décision du Collège est notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 15. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable conformément aux dispositions de l'article 16.

La décision d'agrément classe le service dans l'une des catégories définies à l'article 8 et fixe le cas échéant les missions complémentaires pour lequel l'agrément est accordé.

Art. 16. La demande de renouvellement d'agrément du service est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le service demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier initial ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils soient demeurés conformes à la situation d'origine.

L'administration instruit la demande de renouvellement d'agrément et organise une visite pour vérifier si le service continue à répondre aux conditions d'agrément.

Art. 17. Toute demande de modification d'agrément par le service est introduite auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le service des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Cette demande est instruite et il est statué selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 18. Le service qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 19. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée au service une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de modification, de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au service par lettre recommandée. Le Service dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de modification, de suspension ou de retrait d'agrément au Membre du Collège qui le soumet à la Section "personnes handicapées" du Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis de la Section "personnes handicapées" du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 20. La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au service à la date fixée par le Collège.

L'administration communique immédiatement la décision de modification, de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du service ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Le service communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées accompagnées ou à leurs représentants légaux. En cas de carence du service, l'administration accomplit cette obligation à l'égard des personnes handicapées accompagnées.

## Section 2. — La contribution financière

Art. 21. La personne handicapée participe aux frais de fonctionnement du service avec lequel elle a conclu une convention et lui verse à cet effet une contribution financière mensuelle.

Cette contribution est comprise entre 1,32 et 13,16 € et tient compte des ressources de l'intéressé.

Toutefois, pour la mission complémentaire de logement accompagné, la personne handicapée prend en outre en charge le loyer et les charges locatives.

Pour la mission complémentaire de halte-garderie, la personne handicapée verse une contribution financière mensuelle qui ne dépasse pas les barèmes appliqués par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La personne handicapée prend également en charge les frais de séjour, de transports et d'activités afférents à la mission complémentaire d'organisation de loisirs.

Art. 22. Par dérogation à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, la contribution financière supportée par la personne handicapée âgée de plus de 21 ans et non scolarisée qui bénéficie d'un accueil familial est fixée au maximum au forfait journalier versé à la famille d'accueil. Le service d'accompagnement veille à ce que la personne âgée de plus de 21 ans bénéficiant d'un accueil familial conserve à sa disposition un montant minimal de 131,71 € par mois et, si elle a la qualité de travailleur, un montant égal au tiers de son salaire mensuel net, sans qu'il puisse être inférieur à 171,25 €.

Art. 23. Lorsque la personne handicapée adulte non scolarisée bénéficie à la fois d'un accueil familial et du service d'un centre de jour, la contribution financière afférente au centre de jour est déduite de celle afférente à l'accueil familial.

Art. 24. 1° Si la personne handicapée n'est pas financièrement en mesure de supporter la contribution financière demandée, elle introduit auprès de l'administration une demande de réduction.

Elle produit avec sa demande tous les éléments de preuve justifiant l'insuffisance de ses ressources.

L'administration arrête le montant de la contribution financière due par la personne handicapée au vu de ses revenus et de ses charges personnelles et familiales.

2° Dans les trois mois qui suivent la date d'envoi du décompte mensuel établi par le service, celui-ci adresse, à la personne handicapée ou à son représentant légal, deux rappels écrits dont le second par recommandé avec accusé de réception. Si le service n'a pas perçu le montant dans les trois mois qui suivent l'envoi du pli recommandé, le montant de la contribution financière n'est pas déduit de la subvention annuelle et, le jour suivant ce délai, la créance est réputée à charge de la Commission communautaire française.

*Section 3. — Le subventionnement*

Art. 25. Une subvention annuelle est octroyée aux services en matière de personnel, de formation et de fonctionnement.

Art. 26. § 1<sup>er</sup>. Les normes de références prises en considération mensuellement pour le calcul de la subvention des frais de personnel par catégorie sont :

- 1° catégorie 1 : 1 ½ temps pleins;
- 2° catégorie 2 : 2 ½ temps pleins;
- 3° catégorie 3 : 3 ½ temps pleins;
- 4° catégorie 4 : 4 ½ temps pleins.

§ 2. A partir de la catégorie 2, dans les limites des normes ci-dessus, la prise en charge d'un mi-temps directeur peut être prise en considération.

§ 3. La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I<sup>er</sup> NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

§ 4. Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel et de supervision de l'équipe visée à l'article 7.

Art. 27. La subvention pour les frais de fonctionnement est limitée à :

- 1° 10.985,32 € pour les services de catégorie 1;
- 2° 19.112,44 € pour les services de catégorie 2;
- 3° 24.605,18 € pour les services de catégorie 3;
- 4° 31.415,14 € pour les services de catégorie 4.

Elle comprend les frais de déplacements du personnel.

Art. 28. Une subvention complémentaire est octroyée au service pour couvrir les frais de personnel et de fonctionnement encourus pour accomplir la ou les missions complémentaires pour lesquelles il est agréé.

Cette subvention complémentaire est accordée dans le respect des dispositions de l'article 26 pour ce qui concerne les frais de personnel.

Pour la mission complémentaire de logements accompagnés, cette subvention est octroyée comme suit :

- 11.855,45 € pour le logement de 3 à 6 personnes handicapées;
- 23.710,90 € pour le logement de 7 personnes handicapées et plus.

Pour la mission complémentaire d'organisation de loisirs, le montant de cette subvention s'élève à 23.710,90 € maximum.

Pour la mission annexe de halte-garderie, le montant de cette subvention s'élève à 12.394,68 €.

Pour la mission complémentaire d'aide à l'intégration scolaire, le montant de cette subvention s'élève à 18.964 € maximum.

Les contributions financières des personnes handicapées afférentes aux missions complémentaires sont déduites des frais de fonctionnement admissibles.

Art. 29. Une subvention annuelle, complémentaire à celle prévue à l'article 25, est octroyée aux services de la catégorie 5 pour couvrir :

1° les frais de rémunération du personnel prévu à l'article 7, 3<sup>e</sup> alinéa, de l'arrêté sur base des normes suivantes :

a) psychologue ou assistant en psychologie ou un psychopédagogue ou un licencié en sciences familiales et sexologiques ou d'un licencié en sciences médico-sociales ou hospitalières ou assistant social ou infirmier social : 1/8<sup>e</sup> équivalent temps plein pour 4 personnes handicapées accompagnées dans le cadre d'un processus d'accueil familial; pour déterminer ce nombre, il est tenu compte de la moyenne annuelle des personnes handicapées accueillies mensuellement;

b) médecin-spécialiste : 1/6<sup>e</sup> équivalent temps plein pour 10 personnes handicapées accompagnées dans le cadre d'un processus d'accueil; pour déterminer ce nombre, il est tenu compte de la moyenne annuelle des personnes handicapées accueillies mensuellement;

2° les frais de fonctionnement complémentaires afférents aux missions spécifiques d'accueil familial limités à la somme :

d'un montant forfaitaire de 379,28 € multiplié par le nombre moyen annuel de personnes handicapées accueillies chaque mois dans le cadre de l'accueil familial,

et d'un montant de 2,27 € multiplié par le nombre de nuits d'accueil;

3° le forfait quotidien versé aux familles d'accueil par le service. Ce forfait est fixé à 17,70 € par nuit d'accueil.

Art. 30. La subvention annuelle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues sous cette section.

Art. 31. L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de qualification, de nombre et d'ancienneté, et le cas échéant, du nombre de personnes handicapées accompagnées en famille d'accueil.

Au plus tard trois semaines avant l'envoi pour paiement à l'organisme bancaire, l'administration transmet pour accord au Membre du Collège les propositions relatives aux avances afférentes à chaque service.

En cas de non-respect de l'article 4, 12°, par lequel le service est tenu d'informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement, le calcul des avances mensuelles ne prendra pas ces modifications en compte.

Art. 32. Un bilan d'activité et un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle doivent être introduit par le service auprès de l'administration pour le 31 mai de l'exercice qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Le dossier comprend au minimum les pièces justificatives relatives :

1° aux frais de personnel couvrant la masse salariale tels que définis aux articles 26 et 29;

2° aux frais de fonctionnement visés à l'annexe 3, en ce compris les frais de déplacement du personnel dans le cadre de ses fonctions et les prestations de service pour l'exécution de tâches administratives, comptables, médicales, paramédicales et d'entretien des bâtiments;

3° à la contribution financière des personnes handicapées et au forfait quotidien à verser aux familles d'accueil, dans le cadre de l'accueil familial.

L'administration vérifie le dossier justificatif. Elle établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 30 et le montant de la subvention annuelle dans une seule décision pour l'ensemble des services agréés. Cette décision est adoptée au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice au cours duquel le dossier justificatif a été introduit.

Art. 33. Lorsque l'administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu.

Si cette situation est engendrée par le non-respect par le service des dispositions du point 19 de l'article 5, le trop perçu est augmenté des intérêts au taux d'intervention supérieur de la Banque Nationale en vigueur cette année. Les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date de communication au service de l'établissement du compte de la subvention.

Cette récupération peut exceptionnellement, à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. L'administration établit alors un plan d'apurement du trop perçu et le soumet, pour accord, au Membre du Collège.

Art. 34. Lorsque l'administration constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 15."

Art. 4. A l'annexe 3 de l'arrêté, la rubrique 612 "Frais de gestion du personnel" est complétée par la ligne suivante :

61260. Secrétariat social extérieur	X	Y
-------------------------------------	---	---

Art. 5. Les montants repris à l'article 3 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 2002.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, ils sont adaptés annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé de décembre de l'année n-2}}$$

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date de parution au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Membre du Collège compétent pour la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juillet 2003.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3299

[C — 2003/31399]

**10 JULI 2003.** — **Besluit 2003/68 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 99/262/C van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 april 2000 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1993 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 april 2000 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

Gelet op de adviezen van de Sectie "Gehandicapten" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 23 november 2001 en 31 januari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 2003;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting;

Gelet op de beraadslaging van het College van 20 maart 2003 omtrent het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met gehandicaptenbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Aan artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« besluit NM » : het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

« besluit » : het besluit 99/262/C van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 april 2000 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

« Adviesraad » : de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid.

**Art. 3.** Hoofdstuk II van het besluit wordt opgeheven en vervangen door het als volgt opgesteld hoofdstuk II :

*"HOOFDTUK II. — De diensten voor begeleiding*

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder "diensten", de diensten voor begeleiding.

*Sectie 1. — De erkenning*

Art. 4. Om te worden erkend moet een dienst die de taken vervult zoals gedefinieerd in de artikelen 45 en 46 van het decreet en die is samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zijn activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° zich richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hem van toepassing zijn;

3° de toegankelijkheid van de gebouwen met het oog op de handicap van de opgevangen personen waarborgen;

4° beschikken over :

a) ruimten die zowel de algemene opvang van de begunstigden als individuele gesprekken mogelijk maken;

b) een permanentie die voor de gehandicapten bereikbaar is gedurende :

minimum 4 uur/week voor de diensten van categorie 1;

minimum 8 uur/week voor de diensten van categorie 2;

minimum 10 uur/week voor de overige diensten.

De dienst moet daarenboven op afspraak een dag per week tussen 18 uur en 20 uur of op zaterdagmorgen toegankelijk zijn.

c) een telefonische permanentie per automatische telefoonbeantwoorder buiten de openingsuren van de dienst voor de gehandicapten;

5° geïndividualiseerde bijstand verlenen;

6° één dossier per begunstigde bijhouden;

7° over een pluridisciplinaire equipe voor begeleiding beschikken;

8° zich bereid verklaren samen te werken met de bevoegde privé- en openbare diensten naargelang het persoonlijke bijstandsprogramma voor elke gehandicapte;



9° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, bezoeken en controles en het bestuur alle bewijsstukken overleggen die vereist zijn voor de uitoefening van diens controle;

10° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen dat is opgesteld volgens het door het bestuur vastgestelde model en dat ten minste het volgende bevat :

a) het aantal ten laste genomen gehandicapten, met vermelding van de tenlasteneming, de leeftijd en de gemeente waar de gehandicapte woonachtig is;

b) de aard van de aanvragen, de activiteitensectoren en de evaluatie van de behaalde resultaten;

c) een verslag van de door het personeel gevolgde opleiding;

11° per kalenderjaar een boekhouding bijhouden volgens het door het Collegelid bepaald model;

12° zich ertoe verbinden het bestuur binnen vijftien dagen op de hoogte te zullen brengen van elke wijziging ten aanzien van de normen voor erkenning en subsidiëring van de dienst en, in het bijzonder, van elke wijziging aangaande het personeel.

Voor elk tijdens de erkenningsperiode in dienst genomen personeelslid, maakt het centrum een kopie van zijn arbeidsovereenkomst over aan het bestuur, evenals alle bewijzen dat hij alle reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en anciënniteit vervult. Vóór de indienstneming moet het centrum een bewijs van goed zedelijk gedrag ontvangen waarvan de afgifte datum niet meer dan drie maand aan de datum van indienstneming mag voorafgaan. Dit document maakt deel uit van het persoonlijk dossier van elk personeelslid.

Art. 5. De geïndividualiseerde bijstand bedoeld in artikel 4, 5°, is het voorwerp van een schriftelijke overeenkomst tussen de dienst en de gehandicapte. Hierin wordt rekening gehouden met de leeftijd, de vaardigheden en de aanvraag van de gehandicapte. Zij wordt afgesloten binnen de drie maand vanaf het eerste contact met de gehandicapte. Zij vermeldt :

1° de toegekende hulp;

2° de financiële bijdrage van de gehandicapte.

Art. 6. Het dossier bedoeld in artikel 4, 6°, omvat :

1° de aanvraag of het onderhoudsverslag van de aanvraag;

2° de overeenkomst;

3° de medische, sociale, psychologische en pedagogische gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;

4° het persoonlijk bijstandsprogramma dat door de dienst wordt opgesteld in overleg met de gehandicapte of diens wettige vertegenwoordiger;

5° de evaluaties van het bijstandsprogramma die een jaarlijkse balans moeten omvatten, opgesteld in overleg met de gehandicapte of diens wettige vertegenwoordiger.

Art. 7. De pluridisciplinaire equipe voor begeleiding bedoeld in artikel 4, 7°, bestaat uit minstens twee personen met een diploma uit het hoger pedagogisch, psychologisch, sociaal of paramedisch onderwijs.

Deze equipe kan uitsluitend worden aangevuld :

1° op het niveau van de begeleiding :

met begeleiders van klasse 1 en 2;

met begeleiders van klasse 1 en 2 die een opleiding in gebarentaal gevolgd hebben en die vermeld staan op de lijst opgemaakt door een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende dienst voor dovenvertolking;

met kinderverzorgsters voor de in artikel 45, 1°, van het decreet omschreven opdrachten;

2° op het niveau van het secretariaat : met administratief personeel;

3° op het niveau van de in artikel 10, eerste lid, 1°, bedoelde bijbehorende functie : met arbeiders;

4° op het niveau van de in artikel 10, eerste lid, 4°, bedoelde bijbehorende functie :

door begeleiders van klasse 1 en 2;

door een licentiaat in de psychologie, in de psychopedagogie of in de pedagogie.

Wanneer de dienst de in artikel 45, 4°, van het decreet omschreven opdracht vervult, moet de equipe worden aangevuld door :

een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger;

een psycholoog of een assistent in de psychologie of een psychopedagoog of een licentiaat in de gezins- en seksuologische wetenschappen of een licentiaat in medico-sociale en hospitaalwetenschappen;

eventueel een specialist.

Wanneer de dienst binnen de in artikel 4, 7°, omschreven equipe beschikt over een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger of een psycholoog of een psychopedagoog of een licentiaat in de gezins- en seksuologische wetenschappen of een licentiaat in de medico-sociale en hospitaalwetenschappen, gebeurt de samenstelling van de equipeaanvulling vrij tussen deze functies zodanig dat de onder a) en b) vermelde functies steeds vertegenwoordigd zijn.

Art. 8. Elke dienst kan worden erkend in één van de volgende categorieën :

1° categorie 1 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3°, van het decreet omschreven taken voor ten minste 12 gehandicapten. Deze categorie omvat de voor de eerste keer erkende dienst;

2° categorie 2 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3°, van het decreet omschreven taken voor ten minste 20 gehandicapten;

3° categorie 3 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3°, van het decreet omschreven taken voor ten minste 40 gehandicapten;

4° categorie 4 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3°, van het decreet omschreven taken voor ten minste 20 gehandicapten per taak;

5° categorie 5 : de dienst uit één van de categorieën 1 tot 4 die bovendien de in artikel 45, 4°, van het decreet omschreven taak vervult.

Hiertoe selecteert hij de gastgezinnen, hierbij bijzonder rekening houdend met hun vermogen om een opvang te ontwikkelen die in overeenstemming is met de behoeften van de gehandicapte.

Art. 9. Om de aantallen in artikel 8 genoemde gehandicapten te bepalen, omvat een begeleiding ten minste twee maandelijksse tussenkomsten door één van de leden van de equipe voor begeleiding bedoeld in artikel 7.

Het Collegelid definieert de inhoud van de tussenkomsten die in dat kader overwogen moeten worden. Het College kan, op voorstel van het bestuur en in naleving van de bepaling van de artikelen 18, 19 en 20, de categorie waarvoor de dienst voor begeleiding erkend is wijzigen wanneer het aantal begeleide personen lager ligt dan het voor de categorie gedurende zes opeenvolgende maanden vereiste aantal.

De gehandicapten die hun verzoek tot erkenning nog niet hebben ingediend, worden in deze aantallen eveneens in aanmerking genomen.

Art. 10. § 1. Elke dienst kan erkend worden voor één of meerdere bijbehorende functies :

1° de begeleide huisvesting : het betreft een woning die door de dienst ter beschikking van een begeleide gehandicapte wordt gesteld voor een welbepaalde en hernieuwbare termijn, met de bedoeling zijn autonomie te vergroten. De begeleiding die hieruit voortvloeit is hoofdzakelijk individueel en heeft betrekking op de domeinen van het dagdagelijks leven. De dienst is eigenaar of huurder van de woningen die hij verhuurt of onderverhuurt aan ten minste 5 gehandicapten. In het kader van de verdeling van de gemeenschappelijke ruimten, telt een woning maximum 7 personen in één- of tweepersoonskamers. De begeleide huisvesting blijft een bijbehorende taak tegenover de hoofdtaak van de begeleiding;

2° de halte-bewaarplaats : plaats van occasionele dagopvang voor gehandicapte kinderen onder 6 jaar in naleving van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance, O.N.E. », en van het besluit van 31 mei 1999 tot vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

3° de organisatie van vrijetijdsbesteding : organisatie van verblijven voor gehandicapten tijdens weekends en vakanties, voor ten minste 4 weekends per jaar en 10 vakantiedagen;

4° bijstand bij schoolintegratie voor gehandicapte kinderen uit het kleuter, lager of gewoon secundair onderwijs wanneer ze er zijn ingeschreven of wanneer de gehandicapte in het bijzonder onderwijs een tweede handicap heeft die niet onder het gevolgd bijzonder onderwijs valt.

Deze hulp omvat de psycho-pedagogische ondersteuning, de hulp bij het gebruik van het specifiek materieel, de coördinatie of de bemiddeling tussen de diverse interveniënten die kunnen tussenbeide komen in het integratieproces, met uitzondering van elke therapeutische tussenkomst.

§ 2. De diensten van de categorieën 1 en 2 mogen ten hoogste één aanvullende taak vervullen die verband houdt met de taak waarvoor ze zerkend zijn.

De diensten van categorie 3 mogen ten hoogste twee aanvullende taken vervullen die verband houden met de taak waarvoor ze erkend zijn.

De diensten van categorie 4 mogen ten hoogste drie aanvullende taken vervullen die verband houden met de taak waarvoor ze erkend zijn.

§ 3. De door de bijbehorende functies van halte-bewaarplaats en van organisatie van vrijetijdsbesteding vallen niet onder de vereisten van de artikelen 5 en 6.

Art. 11. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief bij het bestuur worden ingediend volgens het daartoe bestemde model. Het bestuur bericht hiervan ontvangst binnen de tien dagen.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1° een kopie van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan, alsook de lijst met de leden van de raad van bestuur;

2° de naam van de dienst, de adressen van zijn maatschappelijke zetel en van zijn activiteitenzettingen;

3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de opdracht(en) die de dienst denkt te vervullen, de categorie waaronder de dienst wenst te vallen, de beschrijving van de middelen die zullen worden ingezet om deze opdrachten te verzekeren en de datum van inwerkingtreding van de gewenste erkenning;

4° de naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende overheid gemachtigd is om de dienst te vertegenwoordigen;

5° een kopie van de plannen van de bezette gebouwen met vermelding van de bestemming en oppervlakte van de lokalen;

6° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

7° het huishoudelijk reglement van de dienst;

8° het model van de overeenkomst bedoeld in artikel 5;

9° de lijst van het personeel van de dienst, met diens opleiding, functie, arbeidsstelsel of, in voorkomend geval, het aanwervingsplan van het personeel;

10° voor elk lid van dit personeel, een kopie van de overeenkomst die het lid bindt aan de dienst, en de getuigschriften die bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden in het besluit ten aanzien van zijn functie en zijn anciënniteit;

11° een kopie van het contract inzake burgerlijke aansprakelijkheid tegenover de opgevangen gehandicapten;

12° de lijst van de specifieke apparatuur waarover de dienst beschikt of die hij denkt te zullen aanschaffen;

13° het arbeidsreglement;

14° de eventuele partnership-overeenkomsten met derde instellingen met het oog op de uitvoering van de taken van de dienst.

Art. 12. Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 11, 7°, preciseert :

1° de rechten en plichten van de gehandicapte;

2° de verplichtingen van de dienst jegens de opgevangen gehandicapten;

3° de beschrijving van de dienst en van zijn werking;

4° de modaliteiten voor de indiening van klachten en de wijze waarop ze worden verwerkt;

5° de naam van de verantwoordelijke voor de dienst, van de voorzitter van de raad van bestuur en van de maatschappelijke zetel van de vereniging zonder winstbejag;

6° de gegevens van het bestuur.

Art. 13. Indien de erkenningsaanvraag niet volledig is, licht het bestuur de aanvrager in dat hij drie maanden de tijd heeft om zijn aanvraag volledig te maken. Zo niet, wordt de aanvraag als nietig beschouwd.

Art. 14. Wanneer de erkenningsaanvraag volledig is, onderzoekt het bestuur haar en organiseert het een bezoek om na te gaan of de dienst voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Het bestuur maakt de aanvraag over aan het Collegelid. Het voegt er een voorstel van beslissing bij. Het Collegelid legt dit voorstel voor aan de sectie "gehandicapten" van de Adviesraad. Hij preciseert de termijn die kan worden uitgetrokken voor het advies.

Binnen de dertig dagen na het geven van dit advies, maakt het bestuur dit over aan het Collegelid, samen met een voorstel van beslissing.

De beslissing van het College wordt door het bestuur aan de aanvrager betekend.

Art. 15. Het College kent de erkenning toe voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan op de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur kan worden hernieuwd overeenkomstig de bepalingen van artikel 16.

De erkenningsbeslissing plaatst de dienst in een van de in artikel 8 bepaalde categorieën en bepaalt desgevallend de bijbehorende functies waarvoor de erkenning wordt toegekend.

Art. 16. De aanvraag om hernieuwing van de erkenning van de dienst wordt bij het bestuur ingediend uiterlijk zes maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenning geldt.

De dienst blijft erkend tot het College over de hernieuwingsaanvraag beslist heeft.

De documenten in het oorspronkelijk dossier hoeven niet bij de hernieuwingsaanvraag gevoegd te worden voor zoverre zij nog altijd conform de oorspronkelijke situatie zijn.

Het bestuur onderzoekt de aanvraag om hernieuwing van de erkenning en organiseert een bezoek om na te gaan of de dienst nog altijd voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Art. 17. Elke aanvraag om wijziging van de erkenning door de dienst wordt bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het doel van de wijziging.

Het bestuur informeert de dienst omtrent de elementen die nodig zijn voor het onderzoeken van de aanvraag. Deze aanvraag wordt onderzocht en er wordt een beslissing genomen overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de aanvraag om erkenning.

Art. 18. De dienst die niet langer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden wordt hiervan op de hoogte gebracht door het bestuur en verzocht dit in orde te brengen.

Art. 19. Wanneer binnen de twee maanden nog altijd niet aan die voorwaarde voldaan is, geeft het bestuur de dienst bij een ter post aangetekende brief kennis van een met redenen omklede ingebrekestelling.

Indien het bestuur na één maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet vervuld zijn, bezorgt het aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot wijziging, opschorting of intrekking van de vergunning. In dit voorstel wordt rekening gehouden met de toestand van het personeel en de gehandicapten.

Indien het Collegelid zijn goedkeuring hecht aan dit voorstel, geeft het bestuur hiervan bij een ter post aangetekende brief kennis aan de dienst. De dienst heeft dertig dagen om een toelichting in te dienen en om zijn verzoek gehoord te worden bij het bestuur dat de dag en het uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een voorstel tot behoud, tot wijziging, tot opschorting of tot intrekking van de vergunning aan het Collegelid dat het voorlegt aan de sectie "gehandicapten" van de Adviesraad die advies uitbrengt binnen de drie maand na de aanhangigmaking.

Het bestuur dient binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de sectie "gehandicapten" van de Adviesraad het voorstel en voornoemd advies in bij het Collegelid. Het College beslist binnen de twee maand na ontvangst van het advies.

Van de beslissing van het College wordt door het bestuur bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Art. 20. De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning leidt tot de stopzetting van de tegemoetkomingen aan de dienst op de door het College vastgestelde datum.

Het bestuur deelt de beslissing tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan het personeel van de dienst alsook aan hun vakbondsafgevaardigden.

De dienst deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onverwijld mee aan de opgevangen gehandicapten of aan hun wettelijke vertegenwoordigers. Indien de dienst hieromtrent in gebreke blijft, vervult het bestuur deze verplichting ten aanzien van de opgevangen gehandicapten.

#### *Sectie 2. — De financiële bijdrage*

Art. 21. De gehandicapte draagt bij in de werkingskosten van de dienst waarmee hij een overeenkomst heeft afgesloten en betaalt hem hiertoe een maandelijkse financiële bijdrage.

Deze bijdrage ligt tussen 1,32 en 13,16 € en houdt rekening met de middelen van de geïnteresseerde.

Voor de bijbehorende functie van begeleide huisvesting neemt de gehandicapte bovendien de huur en huurlasten op zich.

Voor de bijbehorende functie van halte-bewaarpplaats betaalt de gehandicapte een maandelijkse financiële bijdrage die niet hoger mag zijn dan de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » toegepaste barema's.

De gehandicapte draagt eveneens de verblijf- en vervoerkosten en de kosten van activiteiten in verband met de bijbehorende functie van organisatie van vrijetijdsbesteding.

Art. 22. In afwijking van artikel 21, eerste lid, wordt de door de gehandicapte die ouder is dan 21, niet schoolgaand is en in een gastgezin verblijft, gedragen financiële bijdrage vastgesteld op maximum het aan het gastgezin gestort dagforfait. De dienst voor begeleiding let erop dat de persoon van meer dan 21 jaar die in een gastgezin verblijft over een minimumbedrag van 131,71 € per maand kan beschikken en, indien hij de hoedanigheid van arbeider heeft, over een bedrag dat gelijk is aan één derde van zijn nettomaandloon, zonder dat dit minder mag bedragen dan 171,25 €.

Art. 23. Wanneer de volwassen, niet schoolgaande gehandicapte zowel in een gezin als in een dagcentrum is geplaatst, wordt de financiële bijdrage met betrekking tot het dagcentrum afgetrokken van die voor de plaatsing in het gezin.

Art. 24. 1° Indien de gehandicapte financieel niet in staat is de gevraagde bijdrage te dragen, dient hij bij het bestuur een verzoek in voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijzen dat hij over onvoldoende middelen beschikt.

Het bestuur stelt het bedrag van de financiële bijdrage die de gehandicapte verschuldigd is vast met het oog op zijn inkomsten en zijn persoonlijke en gezinslasten.

2° De dienst stuurt, binnen de drie maand die volgen op de verzending van de door hem opgemaakte maandafrekening, twee herinneringsbrieven, de laatste aangetekend met bewijs van ontvangst, naar de gehandicapte of zijn wettelijke vertegenwoordiger. Indien de dienst het bedrag niet heeft ontvangen binnen de drie maand die volgen op het aangetekend schrijven, wordt het bedrag van de financiële bijdrage niet afgetrokken van de jaartoeelage en wordt de schuldvordering, de dag na deze termijn, geacht ten laste van de Franse Gemeenschapscommissie te zijn.

### Sectie 3. — De betoelaging

Art. 25. Een jaarlijkse betoelaging wordt toegekend aan de diensten inzake personeel, opleiding en werking.

Art. 26. § 1. De referentienormen die maandelijks gebruikt worden voor de berekening van de betoelaging van de personeelskosten per categorie zijn :

1° categorie 1 : 1 ½ voltijds;

2° categorie 2 : 2 ½ voltijds;

3° categorie 3 : 3 ½ voltijds;

4° categorie 4 : 4 ½ voltijds.

§ 2. Vanaf categorie 2, binnen de perken van bovenstaande normen, kan de tenlasteneming van een halftijdse directeur overwogen worden.

§ 3. De toelage voor personeelskosten van de erkende equipe wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het besluit NM vastgestelde barema's en omvat in bijlage V NM van het besluit NM vastgestelde patronale lasten en andere voordelen op basis van de in bijlage IV NM van het besluit NM vastgestelde anciënniteit. De baremaschalen die overeenstemmen met elke functie worden bepaald in bijlage II NM van het besluit NM. De betoelaagde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot die functies zijn bepaald in bijlage III NM van het besluit NM.

§ 4. Deze toelage wordt met maximum één percent opgetrokken om de verantwoorde kosten te dekken voor de opleiding van het personeel en de supervisie van de in artikel 7 bedoelde equipe.

Art. 27. De toelage voor de werkingskosten wordt beperkt tot :

1° 10.985,32 € voor de diensten uit categorie 1;

2° 19.112,44 € voor de diensten uit categorie 2;

3° 24.605,18 € voor de diensten uit categorie 3;

4° 31.415,14 € voor de diensten uit categorie 4.

Zij omvat de verplaatsingskosten van het personeel.

Art. 28. Een aanvullende toelage wordt aan de dienst toegekend om de personeels- en werkingskosten te dekken die zijn gemaakt om de bijbehorende functie(s) te verrichten waarvoor hij erkenning heeft gekregen.

Deze bijkomende toelage wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 voor hetgeen de personeelskosten betreft.

Voor de bijbehorende functie van begeleidde huisvesting, wordt deze toelage als volgt toegekend :

11.855,45 € voor de huisvesting van 3 à 6 gehandicapten;

23.710,90 € voor de huisvesting van 7 en meer gehandicapten.

Voor de bijbehorende functie van organisatie van vrijetijdsbesteding, bedraagt deze toelage maximum 23.710,90 €.

Voor de bijbehorende functie van halte-bewaarpplaats bedraagt deze toelage 12.394,68 €.

Voor de bijbehorende functie van hulp bij schoolintegratie bedraagt deze toelage maximum 18.964 €.

De financiële bijdragen van de gehandicapten met betrekking tot de bijbehorende functies worden afgetrokken van de aanvaardbare werkingskosten.

Art. 29. Een jaarlijkse toelage, bovenop deze voorzien in artikel 25, wordt aan de diensten uit categorie 5 toegekend voor het dekken van :

1° De kosten van bezoldiging van het personeel voorzien in artikel 7, 3e lid van het besluit op basis van de volgende normen :

a) psycholoog of assistent in de psychologie of een psychopedagoog of een licentiaat in de gezins- en seksuologische wetenschappen of een licentiaat in de medico-sociale of hospitaalwetenschappen of maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger : deeltijd (1/8) voor 4 in het kader van gezinsonthaalproces opgevangen gehandicapten; om dit aantal te bepalen wordt rekening gehouden met het jaargemiddelde van de maandelijks opgevangen gehandicapten;

b) genesheer-specialist : deeltijd (1/6) voor 10 in het kader van een opvangproces begeleidde gehandicapten; om dit aantal te bepalen wordt rekening gehouden met het jaargemiddelde van de maandelijks opgevangen gehandicapten.

2° de bijkomende werkingskosten met betrekking tot de specifieke functies van gezinsplaatsing, beperkt tot :

een forfaitair bedrag van 379,28 € vermenigvuldigd met het jaargemiddelde van de elke maand in het kader van de gezinsplaatsing opgevangen gehandicapten,

en een bedrag van 2,27 € vermenigvuldigd met het aantal nachten opvang;

3° het door de dienst aan het gastgezin gestort dagforfait. Dit forfait is vastgelegd op 17,70 € per nacht opvang.

Art. 30. De jaarsubsidie wordt uitbetaald in de vorm van maandelijks voorschotten, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor de subsidie wordt toegekend en wordt vereffend op basis van de bepalingen van deze sectie.

Art. 31. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorie, de evolutie van het personeel in termen van kwalificatie, aantal en anciënniteit alsook, desgevallend, met het aantal en de categorie van de in een gastgezin opgevangen gehandicapten.

Uiterlijk drie weken voor de verzending voor betaling aan de bankinstelling, maakt het bestuur de voorstellen betreffende de voorschotten met betrekking tot elke dienst, voor akkoord over aan het Collegelid.

Bij niet-naleving van artikel 4, 12°, waarbij de dienst ertoe gehouden is het bestuur binnen de vijftien dagen op de hoogte te brengen van elke wijziging inzake de voorwaarden van zijn erkenning en betoelaging, zal in de berekening van de maandelijks voorschotten geen rekening gehouden worden met deze wijzigingen.

Art. 32. De dienst moet een balans van de activiteiten en een dossier met bewijsstukken voor de berekening van de jaartoelage indienen bij het bestuur vóór 31 mei van het boekjaar dat volgt op het kalenderjaar waarvoor de toelage gevraagd wordt.

Het dossier bevat minstens de bewijsstukken betreffende :

1° de personeelskosten die de in de artikelen 26 en 29 gedefinieerde loonmassa omslaan;

2° de in bijlage 3 bedoelde werkingskosten, inclusief de verplaatsingskosten van het personeel in het kader van zijn functies en de diensten in verband met de uitvoering van administratieve, boekhoudkundige, medische, paramedische taken en het onderhoud van de gebouwen;

3° de financiële bijdrage van de gehandicapten en het aan de gastgezinnen in het kader van de gezinsplaatsing te storten dagforfait.

Het bestuur controleert de bewijsstukken en stelt het verschil vast tussen het in artikel 30 bedoeld voorschot en het bedrag van de jaartoelage, in één beslissing voor alle erkende diensten samen. Deze beslissing wordt genomen uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het boekjaar waarin het dossier met bewijsstukken werd ingediend.

Art. 33. Wanneer het bestuur vaststelt dat de maandelijks aan de dienst uitbetaalde voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaartoelage, recupereert het het teveel betaalde.

Wanneer deze situatie veroorzaakt is door het niet-naleven door de dienst van de bepalingen van punt 12 van artikel 4, wordt het teveel geïnde bedrag verhoogd met interesten aan de voor dat jaar geldende hogere interventievoet van de Nationale Bank. De moratoire interesten zijn rechtens verschuldigd vanaf de datum van instelling van de rekening voor de subsidie.

Deze invordering kan uitzonderlijk, op verzoek van de dienst, het voorwerp zijn van termijnen. Het bestuur maakt dan een aanzuiveringsplan op van het teveel geïnde en maakt het voor akkoord over aan het Collegelid.

Art. 34. Wanneer het bestuur vaststelt dat het door de dienst teveel geïnde het resultaat is van de door hem verstrekte opzettelijk foutieve inlichtingen of van zware beheersfouten, maakt het een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning aan het Collegelid over. Over dit voorstel wordt beslist overeenkomstig artikel 15.

Art. 4. In bijlage 3 van het besluit wordt de rubriek 619 "Andere kosten voor algemeen beheer" aangevuld met de volgende regel :

61925. Extern sociaal secretariaat	X	Y
------------------------------------	---	---

Art. 5. De bedragen die zijn opgenomen in artikel 3 zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2002.

Vanaf 1 januari 2004 worden zij jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, hieronder gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

$$\frac{\text{basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \text{gezondheidsindex december van het jaar } n-1}{\text{gezondheidsindex december van het jaar } n-2}$$

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd artikel 4 dat in werking treedt op 1 januari 2001.

Art. 7. Het Collegelid dat bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juli 2003.

Namens de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting